



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LAOUET - Grignols**

Route de Bazas  
33690 Grignols

Références : 2026-239  
Code AIOT : 0005204867

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement LAOUET - Grignols implanté Route de Bazas 33690 Grignols. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAOUET - Grignols
- Route de Bazas 33690 Grignols
- Code AIOT : 0005204867

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de l'établissement Laouet à Grignols est consacrée au travail du bois, de la réception des grumes à la production de palettes de lames de parquets, planches et autres produits finis. Le site est divisé en deux parties, de part et d'autre de la D655, à l'entrée de Grignols : la réception et le sciage des grumes au sud de la route (partie « scierie »), le façonnage et le stockage des produits finis au nord (partie « usine »).

L'établissement a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 ; il est aujourd'hui classé sous le régime de l'enregistrement au titre du travail du bois (rubrique 2410).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations autorisée	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 13.4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 28.5	Demande d'action corrective	6 mois
7	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 29.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 29.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 3.4.3.	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 28.2	Sans objet
9	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 29.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de montrer que l'exploitant respecte ses prescriptions de fonctionnement, aux écarts près mentionnés dans le présent rapport.

Il est en particulier attendu de ce dernier qu'il porte à connaissance de l'administration des modifications opérées sur le site et qu'il mette en oeuvre les mesures périodiques réglementaires relative aux rejets atmosphériques du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »
<b>Constats :</b>  L'inspection a permis de constater plusieurs changements par rapport à l'autorisation initiale, notamment : l'arrêt d'un séchoir et la présence de deux nouveaux séchoirs à proximité, et la présence de stocks de bois à proximité de la zone de séchage, ainsi qu'en bordure Est de l'établissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant porte à la connaissance de l'administration, sous 3 mois, les modifications de son installation, avec tous les éléments d'appréciation, en particulier l'estimation des zones d'effets thermiques causés par un incendie potentiel des séchoirs et des stocks de bois qu'il entend pérenniser et la mise à jour des besoins en eau d'extinction incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 3.4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) dimensionnée(s) selon les mêmes règles.

<p>(...) Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'aire de dépotage a été inspectée et donne satisfaction.</p> <p>Le ruissellement des eaux pluviales est canalisé vers un séparateur à hydrocarbures, qui est neuf car déménagé au moment de la construction du nouveau magasin, et dont l'inspection donne satisfaction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 13.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement, en particulier, une mesure de concentration en poussières est effectuée dès notification du présent arrêté, puis semestriellement, en tout point de rejet des dispositifs d'aspiration des sciures et copeaux, et en sortie de cheminée de la chaudière à copeaux. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas effectuer de contrôle de ses rejets atmosphériques.</p> <p>L'absence de mesures périodiques des rejets atmosphériques constitue une non-conformité susceptible de conduire à des suites administrative.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède, sous trois mois, à la mesure prescrite des concentrations en poussières, puis périodiquement conformément à ses prescriptions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 4 : Nuisances sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne</p>

puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. (...) »

**Constats :**

L'inspection de 2019 avait relevé qu'un contrôle en 2017 montrait un dépassement des émergences limites autorisées à proximité de l'usine (au nord) et de la scierie (au sud). L'exploitant a pris plusieurs mesures d'atténuation du bruit suite à ce constat. Une machine bruyante de l'usine en particulier a fait l'objet d'aménagements : un tapis roulant a été modifié de sorte à ce que le bois ne tombe pas de haut pendant son cheminement, et de nouveaux guides en caoutchouc ont été installés à la place des anciens en métal. Les aménagements sur la scierie portent essentiellement sur l'installation d'un bardage pour l'isolation phonique du ventilateur du cyclone.

Une nouvelle campagne de mesure des émergences sonores est prévue en avril, qui permettra de constater l'efficacité des mesures prises.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection le compte-rendu de la nouvelle campagne de mesures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 28.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Zones à atmosphère potentiellement explosive

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ces zones doivent se trouver à l'intérieur de la clôture de l'établissement.

Il tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés.

Les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. (...) »

**Constats :**

L'établissement comprend une zone ATEX, sous le silo des sciures. L'endroit était lors de l'inspection correctement indiqué, en bon état de propreté, et avec la mention claire de nettoyer au balai et non avec un aspirateur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 28.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sûreté du matériel électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  « les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur (...). Un contrôle de leur conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. (...) »
<b>Constats :</b>  La dernière vérification des équipements électriques a eu lieu le 23 octobre 2025. Les deux rapports ont été inspectés, pour la scierie et l'usine. Ils font apparaître, respectivement, 17 non-conformités dont 13 récurrentes, et 27 non-conformités dont 23 récurrentes. La situation s'est améliorée depuis 2024, mais des non-conformités subsistent.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour lever,, sous 6 mois, les non-conformités relevées avant le prochain contrôle des équipements électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Mesures de protection contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 29.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.  Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes. (...) »
<b>Constats :</b>  La dernière vérification des équipements de protection contre la foudre a eu lieu le 6 février 2026. Elle fait apparaître des réserves dues au fait que les prescription visent l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à la norme NF C 17-100, aujourd'hui remplacés respectivement par l'arrêté du 4 octobre 2010 et la norme NF EN 62 305-2. Toutefois, elle fait également apparaître des remarques et réserves portant sur les équipements installés, en particulier : le test de la partie active du paratonnerre, et le câblage des parafoudres.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant justifie, sous 3 mois, la levée des réserves et remarques relatives à l'installation et au fonctionnement des équipements de protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Mesures de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 29.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  « 29.2.1 - Hydrants L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant un réseau d'hydrants de 100 mm (...) pouvant débiter simultanément au minimum 240 m3/h sous une pression de 1 bar pendant 2 heures. (...)
29.2.2 - Réserve d'eau incendie L'exploitant doit maintenir en permanence une réserve d'eau incendie de 120 m³. »
<b>Constats :</b>  L'établissement est protégé par un poteau incendie (PI) privé et 3 PI publics proches. La dernière vérification du PI privé a été effectuée le 22 mai 2024, et montre qu'il délivre une quantité d'eau supérieure à 60 m3/h sous une pression de 1 bar. En revanche, l'exploitant ne dispose pas d'attestation récente du débit des PI publics. La réserve d'eau de 120 m³ est présente et en bon état. Par ailleurs, l'exploitant a pris l'initiative de doter son silo d'une colonne sèche, à proximité immédiate de son PI privé, dont l'usage sera à la discrétion des services de secours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant se procure, sous 3 mois, d'une attestation de la conformité du débit des PI publics dont dépend la défense de son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Mesures de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 29.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entraînement
<b>Prescription contrôlée :</b>



« Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de diverses tâches prévues par le plan de secours interne (...). Au moins une fois par an le personnel d'intervention doit avoir participé à un exercice ou à une intervention au feu réel. »

**Constats :**

Le dernier exercice incendie a eu lieu le 24 avril 2025 : 8 personnes ont été formées à une intervention sur feu réel.

**Type de suites proposées :** Sans suite